

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2026-13 du 2 avril 2026

Sommaire

Commerce et sanctions

1. L'USTR publie son rapport annuel sur les barrières commerciales

Climat – énergie – environnement

2. Le pôle EDDT participe à la CERAWEEK à Houston (Texas)
3. Les activités pétrolières et gazières dans le Golfe du Mexique sont exemptées de l'application de la loi sur les espèces menacées

Transport et infrastructure

4. La Maison Blanche engage une mesure budgétaire d'urgence pour atténuer les effets du *shutdown* du DHS sur la sûreté aéroportuaire
5. Le Secrétariat aux Transports investit pour moderniser les infrastructures de transport et renforcer la compétitivité

Industrie

6. L'Ambassadeur de France inaugure le nouveau site de UUDS Aero

Agriculture et industrie agroalimentaire

7. L'administration Trump multiplie les gestes d'attention et les promesses aux agriculteurs mais les décisions qu'ils attendent le plus relèvent du Congrès

Numérique et innovation

Brèves

Santé

Brèves

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. L'USTR publie son rapport annuel sur les barrières commerciales

Le 31 mars, le Bureau du Représentant au Commerce (USTR) a publié [l'édition 2026](#) du *National Trade Estimate*, un rapport annuel qui recense et analyse les barrières commerciales que les exportateurs américains rencontrent sur les marchés étrangers. Cette année, 45 pages sont dédiées à l'Union Européenne (contre 34 dans le [rapport 2025](#)). Cette édition intègre les engagements pris dans le cadre de la déclaration conjointe du 21 août 2025 ; l'USTR indiquant que « l'UE prend des mesures pour mettre en œuvre [ses] engagements ».

Le NTE 2026 mentionne de nouveaux irritants transatlantiques par rapport à 2025, dont :

- Durabilité : l'USTR mentionne pour la première fois le Règlement européen sur le méthane (EUMR), soulignant qu'il pourrait être impossible pour les entreprises américaines de satisfaire aux exigences de déclaration relatives aux émissions de méthane. Selon l'USTR, les directives CS3D et CSRD, sont un « dépassement sérieux et injustifié des compétences réglementaires et juridictionnelles de l'UE ».
- Pharmaceutique : Le rapport évoque pour la première fois les pratiques de la France visant à « abaisser les prix officiels des médicaments innovants », citant des réductions de prix et des remises excessives, des reprises de revenus et des taxes spécifiques au secteur pharmaceutique.
- Travail forcé : l'USTR relève que la législation européenne visant à interdire l'entrée sur le marché de produits fabriqués au moyen du travail forcé « ne sera appliquée qu'à partir du 14 décembre 2027 », indiquant qu'« actuellement, les produits fabriqués avec du travail forcé peuvent pénétrer et concurrer les produits américains sur le marché de l'UE ».

Le rapport 2026 reprend surtout les éléments de l'année dernière :

- Numérique : l'administration dénonce une nouvelle fois le schéma de certification en cybersécurité pour les services Cloud (EUCS), et s'inquiète notamment des positions françaises poussant potentiellement aux durcissements des exigences relatives aux critères de souveraineté et à l'exigence de stockage des données dans l'UE. Pour la France, le rapport évoque, comme en 2025 : (i) la taxe sur les services numériques (TSN), relevant que la majorité des 800M€ collectés en 2024 a été payée par des entreprises américaine et (ii) SecNumCloud et craint une exclusion progressive des

fournisseurs américaines de service cloud compte tenu de la « la définition vague des « données sensibles » dans [la circulaire du PM du 31 mai 2023] ».

- Surcapacités industrielles : Les mentions de cet irritant sont quintuplées par rapport à l'édition de 2025. L'USTR indique : « l'UE n'impose pas de mesures suffisantes contre les [pratiques non marchandes] afin de protéger les marchés américain et européen ».
- Contentieux Airbus/Boeing : À l'aube de l'expiration de la trêve commerciale de cinq ans conclue en juin 2021, l'USTR indique qu'il prendra les mesures appropriées en vertu de la Section 301 « [si] la mise en œuvre de l'accord-cadre ou des mesures liées au différend à l'OMC n'est pas satisfaisante ».

Brèves

- Face à l'échec du renouvellement du moratoire sur les droits de douane sur les transmissions électroniques, l'USTR J. Greer indique que "la [14e ministérielle de l'OMC] a confirmé que cette organisation ne jouera qu'un rôle limité dans les futures politiques commerciales mondiales ».
- Le 26 mars, le département du Trésor a levé les sanctions visant Belaruskali, la Belarusian Potash Company et Agrorozkvit. Ce même jour, le Département du Trésor a également délivré une licence générale autorisant les transactions impliquant Belinvestbank, Belinvest-Engineering et Belbizneslizing. La directive 1 du 2 décembre 2021, visant le ministère biélorusse des Finances et la banque de développement, a également été abrogée.
- Le 1^{er} avril, le département du Trésor a levé les sanctions personnelles visant Delcy Rodriguez, la présidente de la république bolivarienne du Venezuela par intérim.

Climat – énergie – environnement

2. Le pôle EDDET participe à la CERAWeek à Houston (Texas)



Le pôle Ecologie, Développement Durable, Energie et Transport (EDDET) du SER a participé du 23 au 27 mars à la CERAWeek by S&P Global, souvent qualifiée de « Davos de l'énergie ». L'édition 2026 a rassemblé 10 000 participants dont les principaux dirigeants mondiaux de l'industrie pétrolière et gazière, des ministres et responsables gouvernementaux et des cadres de l'industrie pour débattre des enjeux actuels des marchés énergétiques. Les discussions ont été dominées par les impacts de la guerre en Iran sur la sécurité énergétique mondiale. Un thème central a été le rôle du gaz naturel liquéfié (LNG) américain comme pilier de la sécurité énergétique mondiale, notamment pour les marchés européens confrontés à des tensions d'approvisionnement. Les débats ont également porté sur la compétitivité économique, la définition de la transition énergétique dans le contexte mondial actuel et les interactions entre énergie, technologie et géopolitique, avec un accent fort portant sur l'adaptation de l'offre énergétique américaine afin de soutenir le leadership du pays en matière d'Intelligence Artificielle. M. Benoit Faraco, Ambassadeur français chargé des négociations sur le changement climatique, pour les énergies décarbonées et la prévention des risques climatiques a participé à un panel intitulé « Climate Politics : Stagnation, fragmentation or innovation », au cours duquel ont été abordées les évolutions récentes de la gouvernance climatique internationale et les dynamiques actuelles de la transition énergétique.

3. Les activités pétrolières et gazières dans le Golfe du Mexique sont exemptées de l'application de la loi sur les espèces menacées

À la suite des conclusions sur la sécurité nationale établies par le secrétaire à la Guerre, Pete Hegseth, en vertu de l'article 7(j) du Endangered Species Act, et après la réunion du « Endangered Species Committee » du [31 mars](#), les activités pétrolières et gazières du Golfe du Mexique ont obtenu une exemption de la réglementation sur les espèces menacées au titre de l'article 7(h), justifiée par des considérations de sécurité nationale. Le secrétaire à l'Intérieur, Doug Burgum, a [souligné](#) le 31 mars que le développement énergétique dans la région est vital pour la sécurité nationale et la stabilité économique des États-Unis. Il a insisté sur le fait que la production de pétrole et de gaz ne doit pas être entravée par des litiges, en référence aux [actions en justice](#) en cours, car elle garantit l'indépendance énergétique, stabilise les coûts pour les familles américaines et renforce le rôle des États-Unis comme leader mondial de l'énergie.

Brèves

- Le Département de l'Intérieur (DoI) a annoncé le 27 mars un revenu issu de l'exploitation pétrolière et gazière record de 460,9 M\$ pour les quatre États producteurs du Golfe du Mexique (Alabama, Louisiane, Mississippi et Texas), ainsi que pour leurs comtés et paroisses côtiers. Le DoI précise que cette distribution, la plus importante jamais réalisée, reflète les modifications apportées par le Working Families Tax Cuts Act ou One Big Beautiful Bill Act de l'administration Trump et illustre l'accent mis sur l'expansion de la production énergétique américaine et l'indépendance énergétique.
- L'Administration d'information sur l'énergie (EIA) a [indiqué](#) le 26 mars que les tarifs des pétroliers VLCC (Very Large Crude Carriers) quittant le Moyen-Orient à destination de l'Asie ont atteint leur niveau le plus élevé depuis au moins novembre 2005, après la fermeture du détroit d'Ormuz, atteignant 14 USD/baril.

Transport et infrastructure

4. La Maison Blanche engage une mesure budgétaire d'urgence pour atténuer les effets du *shutdown* du DHS sur la sûreté aéroportuaire

Dans le prolongement du shutdown affectant le Department of Homeland Security (DHS) depuis plus de six semaines [voir Brèves sectorielles du 26 mars], et afin d'atténuer les effets du non-versement des rémunérations des agents de la Transportation Security Administration (TSA), la Maison Blanche a publié le 27 mars un mémorandum présidentiel adressé au secrétaire à la Sécurité intérieure et au directeur de l'Office of Management and Budget. Par ce mémorandum, le Président Trump ordonne la mobilisation exceptionnelle de fonds « présentant un lien raisonnable et logique avec les activités de la TSA afin d'accorder aux employés de la TSA la rémunération et les avantages sociaux auxquels ils auraient eu droit » en l'absence de shutdown.

Dans un contexte de forte demande saisonnière et de tensions accrues sur les effectifs, la Maison Blanche souligne la nécessité de préserver la fluidité du trafic aérien et met en avant les conséquences opérationnelles du blocage budgétaire, évoquant des perturbations croissantes dans les aéroports et un risque de désorganisation du système de sûreté.

5. Le Secrétariat aux Transports investit pour moderniser les infrastructures de transport et renforcer la compétitivité

Le Département des Transports (DoT) a annoncé différents investissements fédéraux visant à moderniser les infrastructures de transport et renforcer la compétitivité logistique au niveau national dans les domaines routiers, portuaires et fluviaux.

Le Secrétaire aux Transports, Sean P. Duffy, a ainsi [annoncé](#) le 27 mars la mise à disposition d'environ 1Md\$ dans le cadre du programme « *Safe Streets and Roads for All* » destiné à améliorer la sécurité des infrastructures routières, réduire les accidents graves et renforcer la capacité d'intervention des services d'urgence.

Dans le cadre du programme *Port Infrastructure Development*, près de 500M\$ de subventions ont été [annoncés](#) le 26 mars pour le financement de projets portuaires destinés à renforcer les capacités de manutention, moderniser les infrastructures maritimes et soutenir les chaînes d'approvisionnement à travers le pays qui compte plus de 300 ports. Le 31 mars, il a également été [annoncé](#) 35M\$

d'investissements pour revitaliser les chantiers navals américains de petite envergure.

Enfin, le DoT a [indiqué](#) le 27 mars investir près de 13M\$ pour soutenir le transport fluvial (*marine highways*) et les chaînes logistiques, afin d'intégrer les voies navigables dans le réseau de transport national.

Ces actions du Secrétariat aux Transports visent à favoriser la performance économique des réseaux de transport, à fluidifier le trafic de marchandises et de personnes, et à renforcer la résilience des infrastructures clés face aux défis logistiques et de sécurité.

Industrie

6. L'Ambassadeur de France inaugure le nouveau site de UUDS Aero

L'Ambassadeur de France, Laurent Bili, a inauguré le nouveau site de UUDS Aero, à Irving, dans l'agglomération de Dallas, au Texas. Il a coupé le ruban rouge, conjointement avec le Président du conseil d'administration d'UUDS Aero, Gilles Nègre, et la Secrétaire d'Etat du Texas, Jane Nelson. Tous se sont félicités de cette nouvelle étape importante pour UUDS Aero, entreprise spécialisée dans les aménagements intérieurs des avions commerciaux.

L'adjoint au Chef du service économique régional, Benoit Catzaras, participait à ce déplacement, organisé par notre Consul général à Houston, Frank Marchetti. Cette mission centrée sur l'aéronautique a été également l'occasion de rendez-vous avec Safran et Airbus Helicopters.



Brèves

- Le 26 mars 2026, Pernod Ricard a [confirmé](#) être en discussions avec l'américain Brown-Forman, propriétaire notamment de Jack Daniel's, en vue d'un rapprochement pouvant donner naissance à un leader mondial des spiritueux premium. Les échanges, à un stade préliminaire, interviennent dans un contexte de ralentissement de la demande mondiale, notamment en Chine et aux États-Unis, et de pressions sur le segment haut de gamme. Les deux groupes, dont les valorisations ont reculé sur un an, voient dans un tel rapprochement un levier de taille critique et de synergies pour relancer la croissance.
- Le 1^{er} avril 2026, Reuters [rapporte](#) que les ventes au détail aux États-Unis ont progressé de 0,6 % en février, leur plus forte hausse en sept mois, portées notamment par les achats automobiles et l'habillement. Cette dynamique témoigne d'une résilience de la consommation en début d'année, bien que les économistes alertent sur un risque de ralentissement à court terme, lié notamment à la hausse des prix de l'énergie dans un contexte géopolitique tendu.
- Le 1^{er} avril 2026, Bloomberg [rapporte](#) que SpaceX a déposé confidentiellement auprès de la SEC son dossier d'introduction en Bourse, ouvrant la voie à ce qui pourrait devenir la plus grande IPO de l'histoire. La société viserait une valorisation supérieure à 1 750 Md\$ et une levée de fonds pouvant atteindre 75 Md\$, dépassant le record de SaudiAramco (25,6Md en 2019). SpaceX envisagerait par ailleurs une structure d'actions à deux catégories, permettant aux dirigeants de conserver un pouvoir de vote renforcé après la cotation. L'opération, ciblée pour juin 2026, ferait de SpaceX la première d'un trio de méga-IPOs attendues cette année, devant OpenAI et Anthropic.

Agriculture et industrie agroalimentaire

7. L'administration Trump multiplie les gestes d'attention et les promesses aux agriculteurs mais les décisions qu'ils attendent le plus relèvent du Congrès

L'administration et le Président Trump ont beaucoup communiqué ces derniers jours sur leur compréhension des difficultés rencontrées par les agriculteurs et les ont assurés de toute leur sympathie et leur soutien. Néanmoins, à ce stade, les mesures concrètes sont limitées car, pour les plus importantes, elles relèvent de la bonne volonté du Congrès actuellement largement paralysé selon les lignes partisans.

Dans une [allocution](#) dédiée au secteur agricole le 27 mars à la Maison Blanche, Donald Trump a d'abord principalement assuré les éleveurs et les fermiers de sa sympathie et de sa reconnaissance plus qu'il n'a annoncé des mesures concrètes pour répondre à une conjoncture délicate marquée par des marges d'exploitation souvent négatives sur la plupart des grandes cultures et encore aggravées par les conséquences du conflit au Moyen-Orient sur le prix de certains intrants comme les engrais et le carburant.

Donald Trump a notamment dit son souhait, sans citer de montant, que le Congrès abonde dans une prochaine loi de réconciliation budgétaire le plan de renflouement de 12 Md\$ voté en décembre 2025. Par ailleurs, il a également encouragé le Congrès à adopter rapidement une nouvelle loi cadre agricole quinquennale (Farm Bill) car l'actuelle, échue officiellement depuis octobre 2023, ne répond plus aux exigences du moment. La seule annonce nouvelle a été celle relative à la fixation des volumes de biocarburants qui devront être incorporés aux carburants en 2026 et 2027. Les montants [publiés](#) par l'Environmental Protection Agency (EPA) se situent à des niveaux records. Selon les estimations de l'EPA, la production et l'utilisation du biodiesel et du diesel renouvelable devront augmenter de plus de 60 % par rapport aux volumes de 2025 pour atteindre ces nouveaux objectifs. Ces nouveaux mandats d'incorporation pour le diesel constituent donc un soutien marqué aux producteurs de soja.

La Secrétaire à l'agriculture, Brooke Rollins, présente à l'événement du 27 mars, a publié, de son côté, une tribune pour rendre hommage au rôle joué par les agriculteurs dans la grandeur de l'Amérique et rappeler les actions prises en leur faveur depuis le début de l'actuelle administration. S'agissant de l'augmentation du coût des engrais, Brooke Rollins a [expliqué](#) à la presse que 80% des agriculteurs avaient

déjà commandé les quantités dont ils avaient besoin. Elle a ajouté que des annonces seraient faites prochainement au sujet des 20% d'agriculteurs non couverts car elle allait proposer « un partenariat » avec les entreprises qui fabriquent ces engrais pour en obtenir une fourniture à juste prix. Enfin, elle a décrit la situation issue du conflit au Moyen-Orient comme temporaire.

Brèves

- Réalisée au cours des deux premières semaines du conflit au Moyen-Orient, les prévisions de semis des cultures de printemps 2026, publiées par l'USDA, confirment ce qui était attendu mais n'apportent pas de bouleversements majeurs par rapport aux prévisions publiées en février. Les agriculteurs américains sèmeraient moins de maïs et plus de soja. Les évolutions de surfaces prévues par rapport à 2025 sont les suivantes : maïs, 38,6Mha (-3,5%), soja, 34,3 Mha (+4,3%) et les blés de printemps, 3,81 Mha (-5,7%). Néanmoins, les évolutions en faveur du soja et au détriment du maïs, dont la culture demande plus d'engrais, pourraient se révéler plus nettes quand les agriculteurs américains subiront pleinement l'impact réel du conflit au Moyen-Orient sur le prix des engrais azotés. Dans leur [analyse](#) des données publiées par l'USDA, les économistes du Farm Bureau font ainsi remarquer que les changements de météo, les coûts des intrants et les conditions du marché pourraient encore amener les agriculteurs à ajuster la manière dont les surfaces seront finalement réparties entre les cultures.
- L'USDA a annoncé par [communiqué](#) de presse que le siège du Service forestier (SF) serait relocalisé à Salt Lake City (Utah) dans le cadre d'un important effort de réorganisation. Le Service forestier a indiqué que le déménagement serait achevé d'ici l'été 2027. Pour l'USDA, la relocalisation du siège du Service forestier dans l'Utah est particulièrement logique puisque 90% des forêts sous gestion de ce service fédéral se situent dans l'ouest du pays.

Numérique et innovation

Brèves

- Le 26 mars, un tribunal fédéral de Californie a [prononcé](#) une injonction préliminaire (*preliminary injunction*) à l'encontre du gouvernement fédéral, bloquant la désignation d'Anthropic comme « risque pour la chaîne d'approvisionnement » (*supply*

chain risk) par le *Department of War* et suspendant les directives de D. Trump et P. Hegseth ordonnant aux agences fédérales et à leurs sous-traitants de cesser d'utiliser les produits de l'entreprise (voir [Brèves sectorielles du 12 mars 2026](#)) La juge a estimé que cette désignation constituait vraisemblablement une mesure de représailles visant à « punir » l'entreprise pour avoir exprimé publiquement son désaccord avec le gouvernement, en violation du premier amendement. Une procédure parallèle reste en cours devant la cour d'appel de Washington, où Anthropic conteste une seconde désignation de portée plus [large](#) et dont le contentieux relève exclusivement de cette juridiction.

- Le 31 mars, Nvidia a [annoncé](#) une prise de participation de 2 Mds\$ dans Marvell Technology, concepteur de semi-conducteurs spécialisé dans les puces sur mesure (ASIC) et les équipements réseau pour centres de données. Ce rapprochement s'accompagne d'un partenariat permettant aux clients de combiner les processeurs spécialisés conçus par Marvell avec l'architecture de calcul de Nvidia. Les deux entreprises annoncent également vouloir collaborer dans le domaine de la photonique sur silicium, technologie utilisant la lumière pour le transfert de données
- Le 31 mars, OpenAI a [annoncé](#) la clôture d'une levée de fonds de 122 Mds\$, valorisant l'entreprise à 852 Mds\$. Le tour de table a été mené par Amazon (50 Mds\$), ainsi que Nvidia et SoftBank (30 Mds\$ chacun), avec la participation de Microsoft, Andreessen Horowitz, D.E. Shaw Ventures, MGX et TPG, et l'ouverture pour la première fois de la souscription à des investisseurs individuels (environ 3 Mds\$). Dans son communiqué, l'entreprise, qui indique compter plus de 900 millions d'utilisateurs hebdomadaires, réaffirme notamment son ambition de développer une « super-application » d'IA unifiée intégrant ChatGPT, Codex et des capacités agentiques, afin de faciliter l'usage de ses outils et d'accélérer leur adoption à grande échelle.
- [Le 31 mars 2026](#), la startup quantique Alice & Bob a annoncé un projet de R&D financé à 3,9 M\$ par ARPA-E. Ce programme de trois ans réunit un consortium incluant Los Alamos National Laboratory, GE Vernova et des partenaires académiques. L'objectif est de concevoir des aimants sans terres rares grâce à des simulations avancées mêlant calcul classique et quantique. Le projet vise à exploiter des algorithmes quantiques tolérants aux erreurs pour simuler des matériaux complexes beaucoup plus rapidement

qu'aujourd'hui. À terme, l'ambition est de réduire la dépendance aux terres rares tout en démontrant des applications industrielles concrètes du calcul quantique.

Santé

Brèves

- Le 30 mars, le Financial Times a [révélé](#) que le groupe pharmaceutique américain Eli Lilly était en négociation avec le gouvernement britannique pour obtenir des augmentations des prix des médicaments en échange d'une reprise de ses investissements au Royaume-Uni. Patrick Jonsson, président des opérations internationales de Lilly, a indiqué au FT que l'entreprise était « optimiste » sur les chances d'obtention d'un accord avant l'été.
- Le 30 mars, le gestionnaire de fonds américain Blackstone a [annoncé](#) la clôture finale de son fonds Blackstone Life Sciences VI avec 6,3 Md\$ de capitaux engagés, ce qui en fait le plus grand fonds privé jamais dédié aux sciences de la vie. Selon Blackstone, les partenariats noués avec les acteurs du secteur à travers ce fonds auraient permis de soutenir l'approbation de 34 nouveaux traitements et dispositifs médicaux innovants.
- Le 31 mars, Eli Lilly a [annoncé](#) avoir conclu un accord en vue de l'acquisition de l'entreprise de biotechnologies Centessa Pharmaceuticals, spécialisée dans le traitement de pathologies neurologiques. Aux termes de l'accord, l'acquisition représenterait un montant d'environ 6,3 Md\$ en paiements initiaux, auxquels pourraient s'ajouter 1,5 Md\$ de paiements d'étape.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)